

Convention collective nationale
IDCC : 240. – PERSONNEL DES GREFFES
DES TRIBUNAUX DE COMMERCE
(14 novembre 1957)

ACCORD DU 28 DÉCEMBRE 2018
RELATIF À LA DÉSIGNATION DE L'OPÉRATEUR DE COMPÉTENCES
(OPCO)

NOR : ASET1950809M
IDCC : 240

Entre :
ANGTC PLE,
D'une part, et
CFTC ;
SPAAC CFE-CGC ;
SNPJ CFDT,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'article 19 de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel crée les « opérateurs de compétences ». Les OPCO sont notamment chargés d'assurer le financement des contrats d'apprentissage et de professionnalisation selon les niveaux de prise en charge fixés par les branches, d'aider celles-ci dans leur mission de certification et d'assurer un service de proximité au bénéfice des TPE-PME dans la définition de leurs besoins en formation.

Dans ce cadre il appartient à la branche des greffiers des tribunaux de commerce de choisir l'OPCO auquel elle entend être rattachée en prenant le soin d'opérer ce choix à l'aune d'un critère de cohérence et de pertinence économique du champ d'intervention de l'OPCO désigné.

C'est dans ce cadre que les partenaires sociaux de la branche conviennent par le présent accord, de désigner l'opérateur de compétences de la branche.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord s'applique sur l'ensemble du territoire national à tous les greffes des tribunaux de commerce et toutes les personnes travaillant pour le compte d'un greffe de tribunal de commerce, ainsi qu'au conseil national des greffiers des tribunaux de commerce.

Article 2

Désignation de l'OPCO

La profession étant constituée essentiellement par de très petites entreprises, les partenaires sociaux désignent l'OPCO qui organisera les « services de proximité et artisanat, professions de l'artisanat, professions libérales, hôtellerie, restauration, tourisme » regroupés dans la filière 10 du rapport Marx-Bagorski, OPCO en cours de constitution.

Article 3

Date d'effet

L'article 2 ne produira ses entiers effets que pour autant que les partenaires sociaux, négociateurs du présent accord, seront associés à la négociation portant sur la mise en place de ce nouvel OPCO. Si tel n'était pas le cas et sans préjudice de l'application des règles légales de désignation de l'OPCO par le ministre du travail, la désignation ci-dessus ne produirait plus aucun effet.

Article 4

Dispositions particulières aux entreprises de moins de 50 salariés

Pour l'application de l'article L. 2261-23-1, les partenaires sociaux ont considéré qu'un accord portant sur le choix d'un OPCO n'avait pas à comporter les stipulations spécifiques mentionnées à l'article L. 2232-10-1. En effet, ces stipulations doivent s'appliquer quelle que soit la taille de l'entreprise a fortiori dans une branche composée presque exclusivement d'entreprises de moins de 50 salariés.

Article 5

Date d'application

Le présent accord entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2019, sous réserve de l'agrément de l'OPCO par les pouvoirs publics.

Article 6

Dépôt – Extension

Dès lors qu'il n'aura fait l'objet d'aucune opposition régulièrement exercée, le présent accord fera l'objet d'un dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail.

Fait à Paris, le 28 décembre 2018.

(Suivent les signatures.)